

L'étonnant rituel d'ACLEFEU

Nidra Poller

Romancière et journaliste

américaine, vit en France

et écrit beaucoup dans la presse

anglophone, *page editor*

de Pajamasmedia

(www.pajamasmedia.com)

Le 27 février 2007, au temps fort de la campagne présidentielle, la candidate socialiste Ségolène Royal a participé à une cérémonie solennelle organisée à Clichy-sous-Bois par ACLEFEU, une association qui cherche à cana-

liser les énergies de la révolte des banlieues en action citoyenne pour une « justice sociale ». Première à répondre à la convocation adressée aux candidats, Ségolène Royal s'est rendue à Clichy-sous-Bois en tenue curieusement modeste : pantalon sobre, ample veste trench, chemisier quelconque, à peine maquillée, gestuel sage sans la moindre coquetterie. La vidéo de la manifestation, dont de longs extraits ont figuré aux informations télévisuelles, est fièrement affichée sur le site officiel de la candidate [www.desirsdavenir.org Archives 27.2.07]. On la voit, flanquée du couple Traoré en tenue traditionnelle, avancer à pas lents, berçant tendrement une gerbe qu'elle pose doucement au pied de la stèle dédiée aux deux adolescents, Ziad Benna et Bounya Traoré, dont la mort accidentelle a servi de prétexte à plus de trois semaines de violence extrême.

Suite à cet hommage appuyé elle s'est rendue dans une salle aménagée pour la signature du « Contrat Social » rédigé par ACLEFEU et présenté comme alternative démocratique à la rébellion de l'automne 2005. Sagement assise

derrière une table, entourée de responsables de l'association en t-shirt noir imprimé du logo de l'association en jaune d'or, Ségolène Royal a prononcé un petit discours de bon ton, sans se lever, sans faire tourner ses jupes (elle était en pantalon), sans projeter son sourire éclatant. Une jeune femme en hijab sévère, assise à sa gauche, veillait. « Vous n'êtes pas un problème, dit la candidate à l'assemblée émaillée de femmes en foulard, vous faites parti de la solution. »

Ségolène Royal a signé le contrat – suivie de près par Olivier Besancenot, José Bové, et autres candidats d'extrême gauche – sans susciter d'interrogations dans la presse française. La démarche était assimilée aux défilés de la saison électorale où on voit des groupes de pression pousser sous le nez des candidats une demande pour ceci, une déclaration contre cela. Les Enfants de don Quichotte, forts de leur bataillon de tentes alignées sur les berges du Canal St. Martin, avaient bien obtenu un improbable droit au logement opposable. Nicolas Hulot a soutiré des promesses vertes et pas mûres. Les infirmiers, les viticulteurs, les salariés d'Airbus, les caissières de grandes surfaces sollicitent le ou la future président(e), pourquoi pas les banlieusards, quoi de plus normal ?

Une fois avalé le récit des émeutes de 2005 comme expression certes maladroite mais somme tout compréhensible d'une exaspération justifiée, on s'empressait de louer des initiatives visant à diriger les banlieusards en colère vers des urnes paisibles. Dans ce contexte l'intitulé « Contrat Social » a suffit pour légitimer la démarche d'ACLEFEU, automatiquement inscrite dans la tradition de la République française. Justement.

Sollicitude ou soumission ?

Pour qui a pris la peine de lire le Contrat et d'observer en détail la cérémonie de signature, avec en tête la connaissance des formes de la culture politique du monde arabo-islamique, un autre récit se dessine, qui correspond mieux au phénomène dans toute son ampleur : un rituel de soumission qui s'apparente, toutes proportions gardées, à la dhimmitude. On reconnaîtra ainsi dans la révolte des banlieues une stratégie alternant agression et de supplication visant non pas l'intégration mais la domination. Welcome to Eurabia. Si de telles transformations évoluaient selon un plan transparent comme une leçon de manuel scolaire on saurait les contrer. Mais ces projets sont tissés sur le grand métier de l'histoire immédiate ; les fils rouges, cachés parmi les motifs infiniment compliqués de tout ce qui se passe, tracent de noirs desseins, en se parant des symboles positifs dont le détournement n'est apparent qu'aux visionnaires qui, lorsqu'ils tentent de réveiller nos défenses saines, sont accusés d'être alarmistes et pire.

Revenons un instant à la cérémonie de signature. En déposant une gerbe en honneur des deux adolescents, dont la mort accidentelle continue à nourrir le res-

sentiment envers la société française et sa police, Ségolène Royal a cautionné le lien établi entre la violence déchainée par le martyr des innocents – identifiés en quelque sorte à des « shahids » de banlieue – et les exigences de leur communauté, présentée comme victime d'injustice absolue. Interviewé en marge de la « Marche des Oubliés » le 14 avril à Paris, un responsable d'ACLEFEU a fustigé Nicolas Sarkozy, « responsable du meurtre des deux adolescents ». Curieux mélange d'accusation de crime rituel et de jihadisme. L'accusation de meurtre d'enfant qui justifiait autrefois les pogroms sert ici à maquiller en légitime défense des attaques contre l'État et la société – émeutes d'automne 2005, embuscades tendues aux policiers, agressions contre des enseignants et personnel de santé, violences en marge des manifestations, écoles, voitures, bus et passager brûlés.

Le « Contrat Social » rédigé par ACLEFEU, taggé des symboles de la République (ACLEFEU est l'acronyme d'Association /Collectif / Liberté /Egalité /Fraternité /Ensemble /Unis), n'est qu'une étape dans un processus qui n'est pas républicain : frapper fort, puis présenter les conditions de reddition assorties de menaces de nouvelles frappes encore plus violentes. Le Contrat s'inscrit, dès les premières lignes du préambule, dans la continuité des incidents de 2005 : « Ces révoltes ont constitué une réponse violente, colérique et exaspérée à tant d'injustice, d'humiliation, de mépris, de souffrance sociale et identitaire – quant à notre place dans la nation – à deux événements, le décès tragique de deux enfants pourchassés par la police et de deux autres personnes [?], l'attaque par les forces « de l'ordre » d'un lieu de culte (...) (...) la violence des voitures, bus et bâtiment brûlés répondait – mal et à tort, certainement – à la violence subie par les familles condamnées à l'abandon des pouvoirs publics depuis trente ans au moins (...) stigmatisées dans leur culture, leur religion et leur mode de vie par certains groupes politiques et médias... »

En réponse donc à la « violence subie » le nouveau Contrat exige des droits extravagants pour une population d'exception, redevable d'un respect sans faille et dédouanée de toute responsabilité. Innocents de leurs fautes, imputées à une société injuste, ces citoyens exigent des punitions exemplaires pour tous ceux qui déçoivent leurs attentes. Basé sur le Cahier des Doléances récoltées au cours d'une grande tournée de la caravane ACLEFEU, le Contrat résume sur 12 pages à simple interligne une centaine de propositions radicales organisées selon une logique approximative en onze rubriques : 1. Emploi 2. Discriminations 3. Logement 4. Justice 5. Pratiques policières 6. Education & Culture 7. Religion 8. Répartition des Richesses 8. Citoyenneté & Politique 10. Santé 11. Les femmes.

En fait le document, qui n'a du contrat que le nom, décline une série monotone de demandes extravagantes de soutien, subvention, considération et donation sans contrepartie, dans le cadre d'une transformation radicale des institu-

tions et des mentalités, le tout pour remodeler la société française de telle façon que les bénéficiaires du Contrat puissent réussir et s'épanouir sans se conformer aux règles de la société. Somme tout un contrat plus destructeur que les flammes de 2005, qui piétine les valeurs de la République, saccage les institutions élaborées à travers les siècles par des citoyens français de toutes origines, réduit la France à un État vassal au service d'une petite minorité issue d'une immigration récente. On peut y entendre comme une rémanence du pacte de dhimmitude dans lequel les peuples non musulmans voient leurs biens saisis en contrepartie de la vie sauve. La notion de territoire y joue un rôle déterminant, l'islam partageant le monde en territoire de l'islam et territoire de la guerre. Les quelques extraits reproduits ici donnent une petite idée de l'ensemble mais il faut le lire dans sa totalité [<http://aclefeu.blogspot.com>] pour pleinement apprécier son impact.

Les candidats à l'élection présidentielle ont été sommés de se présenter à Clichy-sous-Bois, banlieue identifiée comme un « territoire », pour signer ce contrat à sens unique, sous la menace voilée d'agressions encore plus violentes. Ségolène Royal l'a exprimé sans détour : si jamais Sarkozy est élu on aura des incidents dix fois pire qu'en 2005. Un combattant de la bataille du 27 mars à la Gare du Nord, cité dans Paris Match [5-10 avril] a précisé : « Si Sarko passe on est prêts à mettre le feu. »

Justice-Prisons-Pratiques Policières-Insécurité :

« Les magistrats et les policiers doivent être représentatifs de la diversité de la population. / L'insécurité est la conséquence des inégalités économiques et sociales, et la délinquance un effet du regroupement des défavorisés. C'est pourquoi la juste considération de l'origine sociale de la délinquance doit être au centre de la déontologie des pratiques de justice et de police. / Il sera interdit aux employeurs de demander un extrait de casier judiciaire (sauf métiers sensibles). / La ghettoïsation ethnique dans les prisons sera totalement éradiquée. / Des campagnes d'information seront financées (...) pour lutter contre les à priori sur l'« uniforme » de banlieue (baskets, casquettes, survêtements) qui ne caractérise pas nécessairement des délinquants. »

La valse des étiquettes

Si ce n'était pas grave ce serait comique : les émeutiers agissent sans logo pour endosser, aussitôt les flammes éteintes, les étiquettes appropriées pour appuyer leurs exigences. Des jeunes saccagent des écoles ? Les immigrés veulent un enseignement de qualité. Des jeunes brûlent des bus et parfois des passagers ? Les immigrés demandent libre accès à la cité. Des jeunes (casseurs) attaquent des jeunes (manifestants) ? Les immigrés n'en peuvent plus de la discrimination à l'embauche.

L'interprétation sociologique des incidents de 2005 établie comme dogme sert désormais à justifier les demandes de « justice sociale » émanant de la même source. Brûler des voitures et voter, même combat. Toute autre analyse des causes et des méthodes de cet assaut contre la République est sanctionnée. On rappellera le lynchage intellectuel du philosophe Alain Finkielkraut, puni pour crime de lèse majesté envers les rebelles.

Nombreux commentateurs ont voulu voir dans les flammes de 2005 un remake des émeutes des ghettos américains en 1968, sans tenir compte des différences de méthodes et de finalités. Les Noirs américains luttèrent pour entrer de plein droit dans une société moderne et prospère rappelée au respect des droits civiques ; les révolutionnaires de banlieue détruisent les biens matériels de la République et exigent des conditions exceptionnelles taillées sur mesure pour une minorité accrochée à une identité en partie au moins étrangère. Malgré les modes passagers de *Black is Beautiful* et *Back to Africa*, les Noirs américains n'ont pas d'autre patrie ; ils sont américains. La population concernée par la rébellion actuelle en France provient d'une vague d'immigration récente, massive et homogène, dont la volonté d'intégration n'est pas entière. Qui plus est, cette immigration vit et agit dans un contexte de guerre mondiale, du jihad.

Depuis des décennies la politique étrangère et domestique de la France est menée avec des égards exagérés pour la rue arabe, la nôtre et celle du grand monde. Mais quand la rue arabe de nos banlieues s'enrage, il est interdit de la définir ainsi. Quand des « jeunes issus de l'immigration » commettent des crimes individuellement ou en bande plus ou moins organisée, on ne donne pas les noms, on ne montre pas les visages, et on ne fait aucune comparaison entre leur comportement et certains éléments culturels pourtant facilement identifiables. On accepte contre toute évidence le récit d'une communauté victime, ayant épuisé tout recours, qui s'exprime en désespoir de cause par des émeutes violentes quitte à réorienter ses énergies vers le jeu démocratique à condition que...

Discriminations :

« Les habitants exigent une véritable politique imposant l'égalité des droits, la valorisation et la représentation de la diversité de la population dans toutes les instances de la république. Le service public (...) a le devoir de corriger les inégalités de richesses, changer les mentalités xénophobes (...)/ L'éducation nationale mettra en œuvre des programmes d'enseignement d'une histoire partagée et plus juste sur la colonisation et les traites (...) valorisant les différentes cultures (...)/ Toutes les plaintes seront prises en comptes, les parquets poursuivront et les juges condamneront réellement les personnes coupables de discrimination (...)/ Changer l'image inquiétante des jeunes et des habitants de ban-

lieues sera une priorité pour que cessent définitivement les amalgames entre banlieue, « immigrés » et insécurité. »

La mobilisation énergique des électeurs de banlieue depuis 2005 n'a pas empêché de nouvelles et fréquentes explosions de violence : policiers tirés dans des guets apens et attaqués par des centaines d'hommes armés de barre de fer ; enseignants et élèves tabassés, poignardés, personnel des hôpitaux agressés, bus et passagers brûlés, des milliers d'attaques contre des Juifs, Ilan Halimi torturé à mort et tout récemment la bataille de la Gare du Nord (27 mars), la mort d'un gardien de la paix à la Foire du Trône... La société française n'est pas équipée pour faire face à ces comportements. Les policiers ont peur de ranimer les flammes en blessant ou tuant un « jeune de banlieue », les magistrats hésitent à condamner, les prisons sont surpeuplées et les citoyens sont bercés d'illusions d'un harmonieux vivre ensemble dans notre diversité.

Comment ne pas inscrire ces événements dans la perspective du jihad international – qu'on persiste à appeler le terrorisme – qui avance en s'adaptant aux lieux et aux circonstances. N'est-ce pas ce que le ministère de l'Intérieur dit lorsqu'il présente la France comme étant sous la menace d'attaques terroristes ? Des attentats spectaculaires dans nos grandes villes, des attentats quotidiens en Irak, des prises d'otage au Moyen Orient, des discours à l'ONU, des processus de paix contre Israël, des campagnes contre l'Islamophobie aux Etats-Unis, d'une immigration, massive en Europe et sophistiquée aux USA. Sur le plan domestique on manipule les institutions démocratiques afin de détruire la démocratie. Et ça marche ! On arrive à justifier par des doléances bigarrées les violences commises en automne 2005 ici en France, pays qui se vante de ses prises de positions pacifiques devant les pires provocations au niveau internationale, la France qui prêche la paix au monde entier.

On a beau brandir les cartes d'électeur, la démarche est loin d'être démocratique. Un « Contrat Social » d'une radicalité destructrice est imposée aux candidats à la présidence de la République, assorti de menaces en cas de non-respect. Sous couvert d'une demande de justice, on fait un pas vers la dhimmitude. La forme est approximative, d'autant plus efficace car facilement déguisée. On n'est pas devant des fanatiques encartés d'un parti terroriste, qui sortent de la mosquée en brandissant le Coran avant de mettre le feu à un bus ou casser la tête d'un CRS. L'absence de mots d'ordre, le mélange d'idéologues, de contrevenants à la Loi, de fidèles et d'infidèles brouille les pistes. Mais on finit par découvrir une certaine cohérence.

Citoyenneté & Politique :

« Les cahiers de doléances note le manque de métissage des responsables politiques./ Concernant les étrangers, les cahiers appellent au droit de vote des

immigrés, ainsi qu'à une politique de régularisation des sans-papiers./ Des commissions d'enquête associant des parlementaires et des associations auront le pouvoir de vérifier que les promesse[s] de campagne, et en particuliers les engagements pris à la signature de ce pacte, soient respectés (...)/ Le (...) changement vers une sixième république sera entrepris (...)/ Le mode de scrutin sera réformé pour renforcer une part de proportionnelle aux élections (...)/ L'État régularisera les sans-papiers (...) »

Quelque soit l'angle sous lequel on regarde le mouvement des banlieues dans ses méthodes, ses grandes lignes, ses accoutrements, ses objectifs et jusqu'aux petits détails anecdotiques on trouvera toujours plus de correspondances avec la configuration intifada-jihad-dhimmitude qu'avec tout autre phénomène politique, voire militaire. De même, les problèmes d'intégration vécus par l'immigration arabo-musulmane ne seront compris ni réglés si l'on ne s'y confronte pas sans tabous. Il est totalement inutile de raconter l'histoire des Italiens, Polonais, Portugais et autres Arméniens ou Asiatiques qui sont venus, ont été incompris, se sont intégrés, vivent heureux en France. Nous sommes devant une situation inédite, elle touche tous les pays de l'Europe de l'ouest et au-delà, jusqu'à l'Australie et oui, aussi aux Etats-Unis où la population musulmane est plutôt bien intégrée mais non moins problématique.

On reconnaîtrait également à l'œuvre le jeu des modérés qui font tampon entre nous et les enragés. Révoltés par les images danoises du prophète, la foule déchaînée est lâchée contre les intérêts occidentaux dans tous les pays musulmans. Elle crie au blasphème. On commet des dégâts matériels qui se calculent par milliards, des actes de guerre contre nos ambassades dont le personnel échappe parfois de justesse aux flammes, il y a des morts dans le camp des musulmans, des menaces et des pressions à long terme contre nous. Faites entrer les modérés. Dalil Boubaker, recteur de la Mosquée de Paris, parle doucement et supplie ses compatriotes, français s'entend, de bien vouloir faire preuve de respect pour le prophète. Il s'allie avec l'UOIF pour porter plainte contre Philippe Val, directeur de rédaction de *Charlie Hebdo*, ce dernier est acquitté, on fête la victoire de la liberté d'expression en omettant de remarquer que les juges ont pris soin de préciser que l'image du prophète avec son turban-bombe est offensante et ne saurait être tolérée dans un autre contexte. Maître Francis Spziner, avocat de Monsieur Boubaker, se félicite : « on n'a pas le droit d'associer Islam et terrorisme. »

La banlieue comme arbitre dans la joute politique

Alors que divers thèmes de campagne se sont tour à tour imposés, celui de la banlieue – ses immigrés, ses défavorisés, ses électeurs – est resté constant. La société française est profondément bouleversée par un niveau de violence into-

léral, d'une sauvagerie insupportable, les institutions ne peuvent en aucun cas y faire face et, paradoxalement, on s'éloigne encore de la vérité en parlant d'insécurité. Comme s'il s'agissait de simple criminalité. Des faits divers. Les médias minimisent les faits. On l'a vu avec les actes antisémites, il en va de même pour les agressions anti-françaises. Le citoyen ne peut pas se faire une vue d'ensemble, ni comprendre les motivations d'un ennemi qu'on n'a pas le droit d'identifier. En conséquence il n'est pas capable de juger de l'efficacité des méthodes de prévention, de répression, de défense du territoire.

Il est interdit de présenter une communauté telle quelle comme danger pour la République. Faute de quoi, lors de la récente campagne présidentielle, cette communauté – identifiée par son lieu de résidence, la banlieue, ou bien ses origines, l'immigration, afin d'éviter ses qualités ethniques ou religieuses – a bénéficié d'une importance hors de proportion par rapport à son poids démographique et électoral. Tous les candidats de l'extrême gauche et jusqu'au candidat centriste en passant par la socialiste se sont affichés en banlieue, dans les cités sensibles, entourés populations immigrées. L'attitude des candidats dépassait la conciliation pour frôler l'adoration et se laisser aller à d'odieuses expressions de haine contre Nicolas Sarkozy.

Le programme des petits candidats anticapitalistes, ce que j'appelle le courant Zimbabwe, dressés contre les patrons, les nantis, la globalisation et engagés aux côtés des peuples de la banlieue et de la « Palestine », trouve son écho dans les provisions économiques du Contrat Social ACLEFEU. Les uns comme les autres s'arrogent le droit de réquisitionner des logements, exproprier des richesses, punir ceux qui ont réussi, tyranniser les entrepreneurs, d'imposer leur loi et détruire l'économie tout en se glorifiant comme les sauveteurs des exclus.

Emploi :

Dans l'ensemble les mesures préconisées sont plus à gauche que le plus extrême des candidats à la présidence. « Les diplômés y compris étrangers seront reconnus./ La législation ouvrant la participation des salarié à la gestion des entreprises (...) sera amplifiée./ (...) les taux et le rallongement de la durée d'indemnisation du chômage(...)seront augmentés. »

Répartition des richesses :

« (...) un sentiment d'injustice, né du constat que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent./ Le rôle des médias dans cette course aux signes extérieurs de la richesse nous semble déterminant./ Il faut sortir de la logique de rentabilité (...) »

Suivent une série de mesures radicales : suppression de la TVA, augmentation de l'impôt sur le revenu, suppression des taxes pesant sur les pauvres, régu-

lation des spéculations financières, arrêt à la privatisation des services publics et leur répartition en faveur des populations défavorisées...

Quelques semaines après que Ségolène Royal a participé à la cérémonie de Clichy-sous-Bois, Nicolas Sarkozy s'est attiré les foudres en annonçant son intention de créer, s'il était élu, un Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Le candidat UMP était traité de tous les noms, accusé des pires motivations, rappelé sans cesse à l'ordre par les faiseurs d'opinion, les donneurs de leçons, les médias – y compris certaines radios juives. Pourquoi identité nationale ? Pourquoi pas intégration ? Pourquoi s'obstiner à défendre ce funeste projet alors que les reproches fusent ? Un chroniqueur d'une radio nationale est allé jusqu'à puiser des reproches exprimées par Simone Weil dans les colonnes de *Tribune Juive* ! Par contre, personne n'a pensé accuser la candidate de gauche de complicité avec le jihad global. Ségolène Royal a obéi à l'injonction d'ACLE-FEU, s'est pliée aux codes de modestie islamique, a rendu hommage aux deux adolescents dont la mort accidentelle a déclenché les émeutes, a signé le Contrat Social qui établit le lien entre le martyr des innocents et les exigences de leur communauté sans éveiller la moindre critique.

Nicolas Sarkozy, fils d'immigré hongrois, petit-fils d'immigré juif de Salonique converti au catholicisme, était accusé de racisme, fascisme, nazisme, lepénisme et nettoyage ethnique pour avoir osé dire que le candidat à l'immigration devrait adhérer à une France qui le précède, foyer d'une culture élaborée à travers les siècles, une nation, oui, avec une identité. Scandaleux ! Nation égale nationalisme, égale fascisme et guerre. Plus jamais ça ! La polémique est restée vive jusqu'à la veille du premier tour des présidentielles. Ségolène Royal a jugé le projet et/ou son auteur ignoble. François Bayrou, solidement assis sur son positionnement ni gauche ni droite, a accusé ses deux adversaires de diversions coupables : les Français ne veulent rien en savoir, insistait le centriste, alors que les sondages disaient le contraire. Peu importe si la majorité des sondés, toute persuasion confondue, déclarait se soucier du rapport entre l'immigration et l'identité nationale, on continuait à le jeter à la figure de Nicolas Sarkozy. Mais on n'a jamais pris pas la peine de lire le Contrat Social signé par sa rivale sous l'œil attentif d'une jeune femme en hijab.

Les femmes :

Pas de mesures coercitives contre les auteurs de discriminations voire de sévices contre les femmes. Victimes plutôt de leur communauté que de la société française, les femmes ont droit à quelques « campagnes d'information » sans plus. Sauf que « des moyens seront accordés à la lutte contre les discriminations ou les insultes liées aux jugements de valeur sur le physique et les tenues vestimentaires (mini jupe ou voile). »

Vieux démons rajeunis et relookés

Les bien-pensants dressés contre un Jean-Marie Le Pen vieillissant et incongru ne reconnaissent pas la nouvelle tyrannie qui avance sur nous. On récuse les concepts de jihad mondial et de dhimmitude tout en plaquant l'imagerie de la Shoah sur les émeutiers, les clandestins, les laissés pour compte de la société actuelle. Un grand-père sans papiers venu chercher ses petits-enfants est interpellé à quelques centaines de mètres de l'école et c'est une rafle. Sarkozy a l'outrecuidance de parler d'identité nationale et Marie-Georges Buffet nous voit ramenés aux pires heures de Vichy. Un fraudeur appréhendé par des contrôleurs à la Gare du Nord se rebelle, les agresse et déclenche une bataille qui dure huit heures et la candidate socialiste déclare : « Quand un simple contrôle dégénère en émeute ça signifie qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans notre société. » Qu'est-ce qui ne va pas ? Nicolas Sarkozy, bien entendu, avec son identité nationale qui « dresse les uns contre les autres ». D'ailleurs, le Contrat Social qu'elle a signé exige parmi d'autres mesures économiques la tarification des transports publics indexée sur les ressources.

Ceux qui accusaient Sarkozy, fils d'immigré, d'imposer une identité ethnique à la France n'hésitaient pas par ailleurs à assimiler voyous, casseurs, vandales, incendiaires et autre racaille aux immigrés. La violence des uns est interprétée comme la parole de toute une communauté ethnique voire culturelle, sauf que l'étiquette est interdite sur le champ de bataille.

Pour qui sait lire, le Contrat Social des banlieues confirme le besoin urgent de réaffirmer l'identité nationale. Faute de quoi et sous prétexte de redresser des torts et préserver la paix civile la République sera soumise à de nouvelles règles du jeu d'une terrible brutalité. Ségolène Royal a montré par sa réaction aux incidents de la gare du Nord son adhésion sincère à la logique du Contrat ACLEFEU : la violence est une réponse juste quoiqu'exagérée à une condition injuste. Dans le cadre de sa méthode de démocratie participative, elle avait écouté la violence et a répondu avec des mesures concrètes pour satisfaire les demandes ainsi exprimées.

Clichy-sous-Bois fait-il partie de la République française ou bien est-il géré comme une sorte de Waqf (un territoire conquis, sous la juridiction des autorités islamiques) ? François Bayrou ainsi que l'ensemble des candidats de gauche et d'extrême gauche s'affichaient avec fierté dans les « quartiers sensibles » entourés des admirateurs qui ne manquaient jamais l'occasion de dire, face aux caméras, que Nicolas Sarkozy était persona non grata. Au cours d'un entretien avec Nicole Guedj, Shlomo Malka (Radio communauté juive) a demandé si Sarkozy, suite à sa démission du gouvernement, envisagerait enfin une visite à Clichy-sous-bois, en rajoutant comme si de rien n'était : « ACE-

FLEU a dit qu'il pourrait venir quand il ne serait plus Ministre de l'Intérieur. » Est-ce normal qu'un candidat à l'élection présidentielle ne puisse pas franchir la frontière de certains quartiers ? A qui la faute ? Au candidat ou bien aux résidents qui ne respectent pas les règles de la démocratie ? A tous les résidents ou bien aux petits caïds qui font la loi ?

On ne rate pas une occasion d'interpeller Sarkozy au sujet de son outre-aidance nationaliste mais aucun signal d'alarme n'est tiré quand l'extrême gauche s'acoquine avec l'islamisme mondial. José Bové et Olivier Besancenot affichaient un militantisme pro-palestinien éhonté pour séduire les électeurs des banlieues. Bové en keffieh qui plante un olivier à Argenteuil pour fêter la journée de la terre palestinienne n'était que quelques pas en avance sur Ségolène Royal qui faisait acte d'allégeance en signant le Contrat de dhimmitude à Clichy-sous-Bois. Tout était bon pour taper sur Sarkozy le « fasciste », accusé de pécher dans le vivier Le Pen (comme si ce n'est pas bien de lui enlever des voix) pour avoir exigé des immigrés un minimum de respect pour le pays d'accueil. François Bayrou, visiteur assidu des quartiers, se bronçait au soleil des admirateurs multiculturels. Jean-Marie Le Pen, soutenu dans sa campagne par Dieu-donné, se rendait lui aussi à Argenteuil pour se moquer de Sarkozy « qui vous traite de racaille » tout en dénonçant le Hongrois, un « candidat issu de l'immigration alors que moi je suis du terroir. » Dans les derniers jours de la campagne du premier tour, Le Pen a intensifié ses critiques de Sarkozy, laissant paraître le rictus qu'il avait tenté de cacher pour apparaître moderne. En même temps les médias persistaient dans l'invention contre toute évidence des complicités voir des accords de deuxième tour entre Sarkozy et Le Pen.

George W. Bush, Ariel Sharon, Tony Blair et maintenant Nicolas Sarkozy sont, à des degrés différents, cibles d'une hostilité irrationnelle qui dépasse les limites de ce qui est acceptable en politique. Cette haine qui se répand dans le monde libre n'est guère distinguée de son expression dans les pays arabo-musulmans y compris dans les milieux carrément islamistes, voués à notre destruction. Cela devrait nous interpeller. Mais des citoyens des pays libres n'arrivent pas à reconnaître la source de cette animosité. Azouz Begag n'a pas honte de dire que tous les Noirs et Arabes détestent Sarkozy. Des journalistes réputés n'hésitent pas à relayer de tels sentiments, à les normaliser, à les encourager sans se rendre compte de la violence qu'ils vont tôt ou tard déchaîner.

Cruel paradoxe : En jouant à vouloir empêcher que des Juifs soient persécutés, raflés et livrés aux camps de la mort nazis (désolée, c'est trop tard) on encourage des attitudes et des comportements dont les Juifs sont aujourd'hui victimes. L'antisionisme-antisémitisme qui nous menace est nourri de courants actifs provenant des sociétés arabo-musulmanes de par le monde. Rêvons

un peu. Imaginons que le candidat à l'immigration soit obligé, par respect pour nos valeurs nationales, à s'abstenir de toute attitude ou action relevant de l'antisémitisme y compris dans sa version antisioniste. Et que le manquement à cet engagement vaudrait expulsion. Ce serait plus efficace que toutes les lois, décrets, mesures et campagnes contre l'antisémitisme. Sauf que les immigrés en question sont pour la plupart des Français de deuxième, voire troisième génération.

Tout à été fait pour tenir la question de l'Islam en dehors du débat électoral. Quelle meilleure façon de la cacher qu'en mettant en avant les « immigrés » ? Porte-parole de toutes les souffrances, étendard de tous les espoirs, chômeurs parmi les démunis, famille nombreuses des mal logés, diplômés ou disqualifiés, leur sort déterminerait l'avenir du pays. Baromètre de l'opinion, leur parole avait valeur d'expression de la conscience collective. Habilités à estamper les candidats « bon pour la banlieue » et par conséquence bon pour tous. Victimes innocentes de discrimination, les « immigrés », les « jeunes », les « défavorisés » ne peuvent pas être cause d'un quelconque malheur social. Fin mars, la bataille de la gare du Nord est venue briser cette belle image. On a vite fait de réparer les dégâts. Il ne fallait pas l'« instrumentaliser ». Ce qui voulait dire qu'il était interdit de l'analyser, de se demander où on va quand il est possible, dans l'espace de quelques minutes, de mobiliser quatre cents combattants enragés par une folle rumeur. D'autres « Contrats Sociaux » sont-ils en préparation ?